

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

English
italien español
srpski portugues
العربية Deutsch

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne

Le 24 janvier 2012 Guerre mondiale contre démocratie



- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnationales
- Pauvreté et inégalités
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et police
- Loi et justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Recherche

Archives

Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web

GlobalResearchTV



Course contre la montre pour renverser Bachar al-Assad

par Gilles Munier



Mondialisation.ca, Le 23 janvier 2012
france-irak-actualite.com

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0 submit 6 1
Digg+ reddit f Share Tweet

Comme il fallait s'y attendre, les décisions prises par le président Bachar al-Assad d'organiser, en février, un congrès régional du parti Baas et, en mars, un referendum sur le projet de nouvelle constitution syrienne obligent ses adversaires occidentaux et locaux à sauter des étapes de leur plan de renversement du régime.

Alors que Mohammed Riad Shakfa, chef des Frères Musulmans syriens, refuse toujours de dialoguer avec le régime baasiste, la Ligue arabe demande maintenant au gouvernement syrien et aux divers courants de l'opposition « d'engager un dialogue sérieux sous l'égide de la Ligue arabe dans un délai ne dépassant pas les deux semaines ». Pour ce faire, Bachar al-Assad devrait transférer un certain nombre de ses pouvoirs à Farouk al-Chareh, vice-Président de la République, qui négocierait avec l'opposition la formation – d'ici deux mois – d'un gouvernement d'union nationale.

Menace d'une intervention étrangère au sol

Hamad ben Jassem ben Jaber al-Thani, ombrageux ministre des Affaires étrangères du Qatar, a précisé que cette initiative « visait à un départ du régime syrien de manière pacifique »... alors que cet objectif était absent du communiqué final de la Ligue arabe. Il a menacé, comme le lui a demandé l'Otan, de porter l'affaire devant le Conseil de sécurité de l'ONU, si Bachar al-Assad ne s'exécutait pas.

Avant de décider à la place du gouvernement syrien de ce qu'il doit faire, il eut été normal d'attendre, au moins, la tenue du 11ème congrès régional du Baas. Mais, le temps presse pour les Occidentaux et leurs alliés locaux... On se souvient qu'en novembre dernier, Mohammed Riad Shakfa, qui annonçait l'effondrement du régime baasiste... fin 2011, appelait la Turquie – c'est-à-dire l'Otan - à intervenir militairement pour « protéger les civils ».

La Syrie a évidemment rejeté le nouveau plan de la Ligue arabe, le qualifiant d' « ingérence flagrante dans ses affaires intérieures ». L'imposition de nouvelles sanctions économiques occidentales contre ce pays est donc prévisible, avec toujours à l'horizon la menace d'une intervention étrangère au sol.

Articles de Gilles Munier publiés par Mondialisation.ca

SHARE f t e ...